



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Unité Départementale
Meurthe-et-Moselle / Meuse**

Division de Nancy

Nancy, le 27 février 2025

Nos réf. : ES/IP/103_104_2025

AIOT: 0006205716

Affaire suivie par : Eric STEIB

eric.steib@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03.54.44.02.55

Courriel : ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
(INSTALLATIONS CLASSÉES)**

Objet : Société ONYX EST à Ludres

Porter à connaissance relatif à la nouvelle aire de stockage de balles de Combustibles Solides de Récupération (CSR)

Demande d'examen au cas par cas relatif à la nouvelle aire de stockage de balles de Combustibles Solides de Récupération (CSR)

Réf: Transmission préfectorale du 27 janvier 2025 _Courrier de la société ONYX EST du 18 décembre 2023 complété par le courriel du 27 janvier 2025

Rédigé par l'Inspecteur de l'Environnement : Eric STEIB

Vérifié par l'inspectrice de l'environnement : Cyrielle MORLOT

Approuvé et transmis à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
pour le Directeur Régional, : L'Adjointe à la Cheffe de l'Unité Départementale de Meurthe-et-Moselle
et de la Meuse : Cécilia MATHIS

Par transmission visée en référence, la société ONYX EST a transmis à Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle et à l'inspection des installations classées un dossier de porter à connaissance relatif à la nouvelle aire de stockage de balles de CSR (stockage « de sécurité ») et à l'augmentation de sa zone de chalandise.

En conséquence et à l'appui des éléments que l'inspection des installations classées a consignés dans son rapport du 29 janvier 2024 référencé ES/IA/2445_2023/120_2024, Madame le préfet a demandé par courrier du 1^{er} février 2024 à la société ONYX EST de déposer une demande d'examen au cas par cas et de compléter son dossier dans le cadre de cette demande notamment en :

- précisant les caractéristiques de la nouvelle aire de stockage notamment en ce qui concerne les pentes de récupération des eaux pluviales ;
- démontrant que les capacités en eau d'extinction et en rétention sont aujourd'hui suffisantes ;
- mettant à jour le plan des installations qui indique l'emplacement de l'aire de stockage de bois ;
- analysant son projet vis-à-vis de l'arrêté ministériel 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- prenant en compte les commentaires du Service Départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle ;
- complétant son dossier avec une analyse détaillée vis-à-vis des objectifs des différents PRPGD ;
- complétant son dossier avec une présentation de l'impact du projet sur le trafic routier, avec une estimation précise de son évolution ;
- complétant son dossier avec les avis des Conseils Régionaux hors Grand Est des zones de chalandise sollicitées.

Par transmission préfectorale du 27 janvier 2025, Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle a adressé à l'inspection des installations classées pour examen et avis les compléments au dossier susvisé qui lui ont été adressés par courriel du 27 janvier 2025 relatif au projet de la nouvelle aire de stockage de balles de Combustibles Solides de Récupération (CSR), assorti d'une demande d'examen au cas par cas du 23 janvier 2025.

A noter que la société ONYX EST ne souhaite plus étendre la zone de chalandise, ce qui ne rend plus nécessaire de répondre à plusieurs points sus-décrits.

Le présent rapport examine le caractère substantiel ou non de ce projet de modification, ainsi que la nécessité de le soumettre ou non à évaluation environnementale, et propose les suites à donner.

1 – PRÉSENTATION DE LA SOCIÉTÉ ET SITUATION ADMINISTRATIVE DU SITE

La société ONYX EST exploite sur la commune de Ludres un centre de transfert, de regroupement, de démontage, de récupération et de tri de déchets d'une capacité annuelle de 180 000 tonnes, ainsi qu'une unité de valorisation de déchets industriels banals en Combustibles Solides de Récupération (CSR) sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire 2022-1660 du 3 janvier 2023.

De plus, l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED (WT) s'applique au site.

2 - PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION

2.1 Description du projet

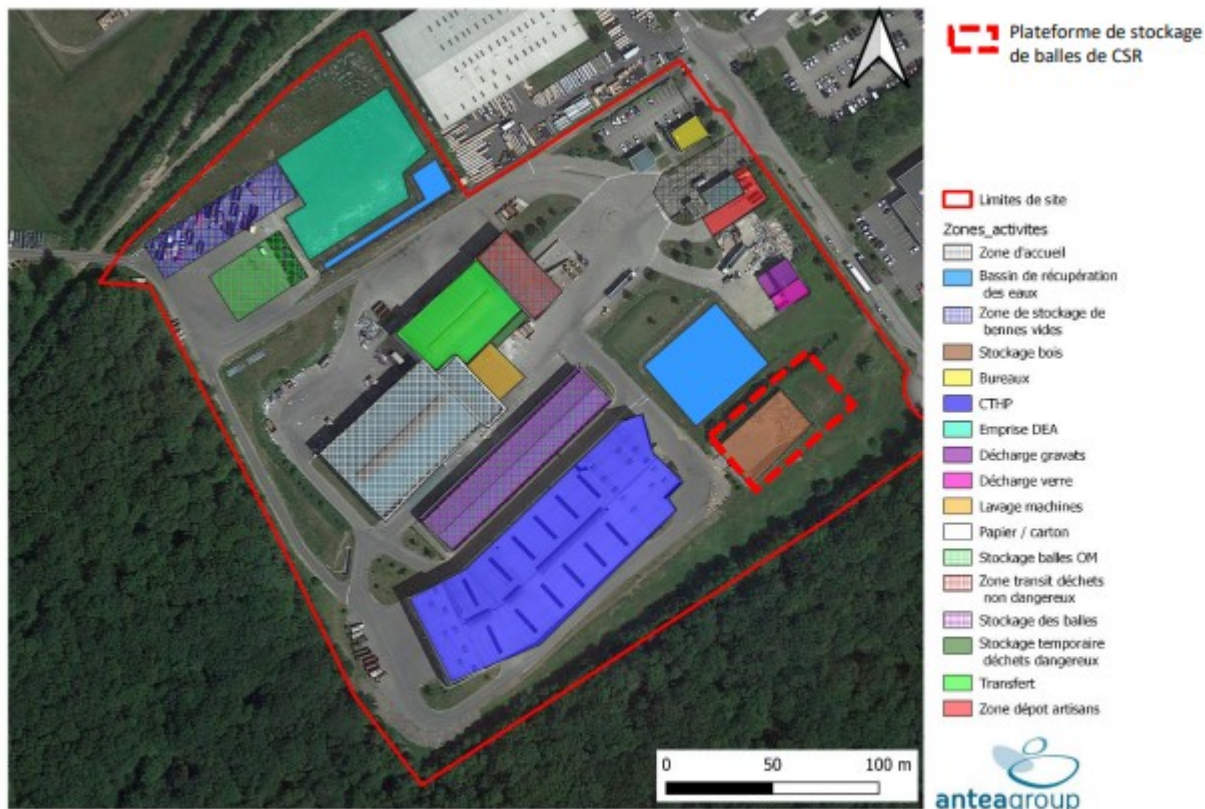


Figure 7 : Plan de localisation de la nouvelle aire de stockage de balles de CSR

2.1.1 - Implantation d'une nouvelle zone de stockage de CSR

L'objectif de la société Onyx Est est de pouvoir sécuriser l'apport en matières nécessaires au fonctionnement de la future chaudière CSR DOMBASLE ENERGIE, implantée à Dombasle-sur-Meurthe, alimentant le site SOLVAY OPERATIONS FRANCE. Le choix du site de Ludres se justifie de par sa proximité avec le site de Dombasle-sur-Meurthe (12 km), ce qui permettra d'assurer des délais de livraison courts et de limiter le risque routier et les imprévus liés aux intempéries.

Les CSR sont issus du traitement de déchets industriels banals, principalement des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA). Ils sont actuellement destinés à l'incinération ou coïncinération.

Deux types de CSR sont produits sur le site de Ludres :

- le CSR de qualité cimentière (production de la chaleur nécessaire à la fabrication du ciment et intégration des cendres issues de la combustion dans la composition du clinker),
- le CSR de qualité four à grille, principalement valorisé en chaufferie, en remplacement des énergies fossiles.

Une fois les travaux d'amélioration/modernisation de la chaîne de traitement Centre de Tri Haute Performance (CTHP) terminés, la production de CSR du site sera d'environ 280 t/j (autorisation préfectorale à 300 t/j).

Afin de ne pas être en flux tendu avec la chaudière CSR, Onyx Est envisage d'implanter une nouvelle aire de stockage temporaire de balles de CSR à la place de l'actuelle plateforme de stockage bois, à l'est du bâtiment CTHP.

Cette plateforme non couverte sera agrandie et la nouvelle aire de stockage de balles de CSR aura une dimension de 35 m sur 60 m (2 100 m²). Toutefois, une bande de circulation de largeur 1 m sera conservée en pourtour de la plateforme, ce qui représentera au final une surface totale de stockage de balles de CSR de 33 m sur 58 m (1 914 m²).

La hauteur maximale de stockage sera de 5 balles de CSR, soit 6 m de haut. Environ 4 840 balles pourront être stockées sur la nouvelle aire de stockage, pour un poids total de 2 420 tonnes. Le poids unitaire d'une balle est d'environ 500 kg, avec une densité de 365 kg/m³. Le nouveau stockage de CSR représentera un volume de 6 630 m³. Il sera de forme pyramidale.

La plateforme actuelle de stockage de bois sera déplacée sur un autre site appartenant à l'exploitant.

La zone de chalandise ne sera pas modifiée et restera conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2006.

3 – EXAMEN DE LA SUBSTANTIALITÉ DE LA MODIFICATION

3-1 Examen au regard de l'article R.181-46-I-1°

L'article R.181-46.I.1° du code de l'environnement précise que : « *Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

Le projet consiste en une augmentation des seuils quantitatifs et critères fixés par arrêté ministériel.

En effet, le projet prévoit l'augmentation de la quantité maximale de déchets non dangereux non inertes présents sur le site de 4 500 m³ à 13 745 m³ (augmentation en 2022 passant à 7 115 m³ puis une augmentation prévue de 6 630 m³ dans la présente demande), ce qui fait une augmentation pour l'ensemble de cette activité (environ 205 %) supérieure au seuil de classement de l'enregistrement (1 000 m³) au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées.

Cette augmentation de la capacité de stockage ne modifie pas le régime de classement de l'activité.

La demande de l'exploitant porte donc sur une extension de capacité de stockage du site au sens du II de l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement. Dans la mesure où l'extension ne dépasse pas un seuil impliquant une évaluation environnementale systématique mais dépasse un seuil de l'examen au cas par cas, il est nécessaire de déterminer si cette nouvelle demande requiert une évaluation environnementale.

L'instruction de la demande de cas par cas figure au paragraphe 4 du présent rapport.

3-2 Examen au regard de l'article R.181-46-I-3°

La modification des installations autorisées projetées sur le périmètre ICPE (Implantation de la nouvelle aire de stockage de balles de CSR au niveau de l'ancienne zone de stockage du bois) n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs et/ou supplémentaires pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 et L. 511-1 du Code de l'environnement pour les raisons suivantes :

- Aucun danger supplémentaire, que ce soit sur le site ou vis-a-vis des tiers, en phase d'exploitation n'est identifié ;
- La zone de chalandise ne sera pas modifiée et restera conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2006 ;
- Les eaux d'extinction incendie seront confinées dans un bassin d'un volume minimal de 3204 m³, dont le confinement est assuré par une vanne barrage à commande déportée ;
- Les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site ne sont pas modifiés ;
- La nouvelle aire de stockage de balles de CSR sera implantée à la place d'une plateforme de stockage de bois existante, avec un risque incendie déjà existant ;
- la nature des déchets collectés ne sera pas modifiée ;
- la nouvelle zone de stockage de CSR n'impliquera pas de trafic poids lourd supplémentaire ;
- les modifications projetées ne sont pas de nature à modifier l'aspect paysager général du site ;

- l'analyse réalisée par le pétitionnaire de son projet vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ne présente pas de non-conformité ;

En conséquence, **les modifications** ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. Elles **ne procurent pas au projet** à ce titre **un caractère substantiel** et peuvent être traitées en application du R. 181-46-II (modification notable).

Enfin, par courrier du 12 janvier 2024, le SDIS a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte de mesures complémentaires visant à favoriser l'action des secours.

4 – EXAMEN DE LA DEMANDE DE CAS PAR CAS

L'examen de la demande de cas par cas au regard de l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement porte sur les critères suivants :

- 1 - les caractéristiques du projet (dimension, cumul avec d'autres projets, les pollutions et nuisances, les risques d'accidents...);
 - 2 - la localisation du projet et sensibilité environnementale : zones humides, parcs naturels, Natura 2000... ;
 - 3 - les caractéristiques de l'impact potentiel, en fonction des critères énumérés ci-dessus.
- le projet consiste en une augmentation de la capacité de stockage de balles de combustible solide de récupération (CSR) ;
 - le projet se situe au sein du site industriel, sur un emplacement au niveau de l'ancienne zone de stockage du bois ;
 - les modifications projetées ne généreront pas de pollution, nuisance et danger supplémentaire sur le milieu naturel au regard des éléments présentés au §3-2.

Sur la base de ces considérations, l'inspection des installations classées considère que **ce projet n'est pas soumis à évaluation environnementale** (étude d'impact et avis de l'autorité environnementale).

5 -MISE A JOUR DES GARANTIES FINANCIERES :

Dans son dossier de porter à connaissance du 16 janvier 2025 (Rapport n° A125162/F), la société ONYX EST a joint à sa demande de modifications, les informations relatives à la constitution des garanties financières suivant l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant les modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières relatives à la mise en sécurité.

Le montant calculé par l'exploitant et joint à son porter à connaissance, est de 365 390 € TTC.

Le coefficient α est actualisé en fonction du nouvel indice TP01 d'octobre 2023 (base 2010) de 129,2 de la TVA à 20 % et de l'indice de raccordement à l'ancienne base TP01 de 6,5345. L'exploitant obtient ainsi un coefficient $\alpha = 1,18$.

Cependant, l'inspection des installations classées, qui a constaté une anomalie dans le calcul de ce coefficient, l'a réévalué au vu de la variabilité de l'index TP01 sur la base de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières. Le dernier index **TP01 connu de novembre 2024 est de 130,2 (parution au J.O. le 16/01/2025). Dans ces conditions, le coefficient obtenu est le suivant : $\alpha = 1,19$**

Ainsi, le nouveau montant de référence « M » des garanties financières à constituer s'élève à :

- 305 311 euros HT, soit 366 373 euros TTC.

Le montant des garanties financières est ainsi supérieur au montant précédemment calculé et fixé par l'APC n° 2022-1660 datant du 3 janvier 2023, ce qui fera l'objet d'une actualisation dans le cadre du projet d'arrêté préfectoral proposé en annexe.

Au regard des éléments contenus dans son dossier, l'inspection des installations classées considère que le montant global des garanties financières apparaît cohérent en ordre de grandeur avec les enjeux des installations de l'établissement.

Il est rappelé que le détail des calculs relève de la responsabilité de l'exploitant et pourra faire l'objet de contrôles ultérieurs.

6 - PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Par courrier du 18 décembre 2023 complété par le courriel du 27 janvier 2025, la société ONYX EST a porté à la connaissance de Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle un projet de modification de ses installations (Implantation de la nouvelle aire de stockage de balles de CSR au niveau de l'ancienne zone de stockage du bois).

Le dossier relatif aux modifications des conditions d'exploiter au sein des installations exploitées par la société ONYX EST est en relation avec l'importance des enjeux environnementaux.

Après analyse de ce dossier, il apparaît à l'Inspection que les modifications envisagées :

- ne constituent pas une extension au sens du 1° de l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement ;
- ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'Environnement.

En conséquence, après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que ces modifications ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'Environnement. Elles ne nécessitent pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

Un projet de décision de cas par cas informant de la non nécessité de soumission à évaluation environnementale est également proposé à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle en annexe 1 .

Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire pour tenir compte de l'implantation de la nouvelle aire de stockage de balles de CSR. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est proposé en ce sens, en annexe 2 du présent rapport.

Aussi, l'inspection des installations classées propose-t-elle à Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle d'adopter et de notifier à la société ONYX EST, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, l'arrêté préfectoral complémentaire permettant d'encadrer l'ensemble des modifications.

L'inspection des installations classées estime qu'il n'est pas nécessaire de présenter ce projet d'arrêté au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST).

Il doit toutefois être porté à la connaissance de l'exploitant par Madame le Préfet de Meurthe-et-Moselle, qui dispose d'un délai de quinze jours pour présenter ses éventuelles observations par écrit.

ANNEXE 1 :



PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement

Projet de modification des installations autorisées exploitée par la société ONYX EST à Ludres, visant à l'augmentation de la quantité maximale de déchets non dangereux non inertes

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement ;

Vu le dossier de notification de modification de son installation reçu complet le 27 janvier 2025 et la demande d'examen au cas par cas reçu le 27 janvier 2025, présentés par la société ONYX EST, relatifs au projet de modification des installations autorisées visant à l'augmentation de quantité maximale de déchets non dangereux non inertes sur le territoire de la commune de Ludres ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est examinant la demande, référencé ES/IP/103_104_2025 en date du 27 février 2025 ;

Considérant les caractéristiques du projet :

- qui relève de la catégorie n° 1 de la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du Code de l'environnement « installations classées pour la protection de l'environnement » ;
- qui consiste en l'augmentation de quantité maximale de déchets non dangereux non inertes ;
- qui ne modifie pas le classement des activités de la société ONYX EST au titre de la nomenclature des installations classées.

Considérant la localisation du projet au sein d'une zone anthropisée déjà utilisée pour cette activité et en dehors d'un zonage environnemental caractéristique d'une sensibilité particulière ;

- au sein d'un périmètre déjà classé au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- sur l'ancienne zone de stockage de bois existante ;

Considérant les impacts du projet sur le milieu ainsi que les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire ses effets sur le milieu et la santé publique :

- les nuisances et impacts potentiels sont négligeables ;
- il n'est pas susceptible de générer un impact notable sur la faune, la flore et les milieux naturels ;
- il ne génère pas de risque supplémentaire ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas regardé comme substantiel au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

DÉCIDE

Article 1^{er} : Soumission à évaluation environnementale

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet de modification des installations autorisées visant à l'augmentation de la quantité maximale de déchets non dangereux non inertes située sur le territoire de la commune de Ludres – Impasse Bernard Palissy, présenté par la société ONYX EST, **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 : Substantialité en cas de dispense d'évaluation environnementale

En application de l'article R. 181-46-I du titre VIII du livre premier du Code de l'environnement, le projet de modification des installations autorisées visant à l'augmentation de la quantité maximale de déchets non dangereux non inertes au sein la société ONYX EST située sur le territoire de la commune de Ludres – Impasse Bernard Palissy , présenté par la société ONYX EST, **n'est pas assujetti à une demande d'autorisation environnementale et relève de l'article R. 181-46-II du code de l'environnement.**

Article 3

La présente décision, délivrée en application des articles R. 122-3 et R. 181-46 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Article 4 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 5 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le JJ MM 2025

Voies et délais de recours , etc

ANNEXE :



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires

à la société ONYX EST à Ludres

n° 2025/XXXXX

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46, L. 212-1, L. 212-11 et L. 512-16 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ;

Vu le décret n°2004 374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et de eaux souterraines ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié autorisant et réglementant l'exploitation d'une installation de transit et tri de déchets non dangereux par la société ONYX EST sur le territoire de la commune de LUDRES ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2009-512 du 11 août 2009 portant sur la suppression des activités « Déchets toxiques en quantités dispersées (DTQD) » ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2021-1052 du 11 juillet 2022 portant prescriptions complémentaires sur les Eaux pluviales et sur la prévention des risques incendie ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2022-1660 du 3 janvier 2023 actualisant le montant des garanties financières à constituer de 257 655,00 € ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé ES/RGZ/2024_2487 en date du 3 décembre 2024 ;

Vu les compléments apportés par la société ONYX EST le 27 janvier 2025 au dossier précité ;

Vu l'avis du SDIS en date du 12 janvier 2024 ;

Vu la proposition de calcul des garanties financières de l'exploitant adressée par transmission préfectorale du 27 janvier 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées référencé ES/IP/103_104_2025 en date du 27 février 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2025_XXXXX du XX février 2025 portant décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement de la non nécessité de soumission à évaluation environnementale ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le XX février 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu la réponse ou l'absence de réponse de l'exploitant

Considérant que les modifications des conditions d'exploitation, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus, portées par la société ONYX EST à la connaissance du Préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier en date du 27 octobre 2021 sont notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet au sein d'une zone déjà utilisée pour ces activités, dans l'emprise du site au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et en dehors d'un zonage environnemental caractérisé par une sensibilité particulière ;

Considérant les caractéristiques du projet et les mesures destinées à éviter ou réduire les effets sur le milieu et la santé publique :

- Aucun danger supplémentaire, que ce soit sur le site ou vis-à-vis des tiers, en phase d'exploitation n'est identifié ;
- La zone de chalandise n'est pas modifiée et reste conforme à l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2006 ;
- Les eaux d'extinction incendie seront confinées dans un bassin d'un volume minimal de 3204 m³, dont le confinement est assuré par une vanne barrage à commande déportée ;
- Les moyens de lutte contre l'incendie présents sur le site ne sont pas modifiés ;
- La nouvelle aire de stockage de balles de CSR sera implantée à la place d'une plateforme de stockage de bois existante ;
- la nature des déchets collectés n'est donc pas modifiée ;
- la nouvelle zone de stockage de CSR n'implique pas de trafic poids lourd supplémentaire ;
- les modifications projetées ne sont pas de nature à modifier l'aspect paysager général du site ;
- l'analyse réalisé par le pétitionnaire de son projet vis-à-vis de l'arrêté ministériel 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au

titre de la rubrique n° 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ne présente pas de non-conformité ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire, le projet n'est pas regardé comme substantiel au sens de l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions techniques encadrant l'activité par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, pour tenir compte de ces modifications ;

Considérant, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST comme le prévoit l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1^{er} : Portée et champ du présent arrêté

La société ONYX EST, dont le siège social est sis rue de Hapelschiedt – BP 40065 – 57233 BITCHE Cedex, est autorisée à poursuivre d'exploiter un centre de transferts, de regroupements, de démontage, de récupérations et de tris de déchets d'une capacité annuelle de 180 000 tonnes, ainsi qu'une unité de valorisation de déchets industriels banals en Combustibles Solides de Récupération (CSR) sur le territoire de la commune de LUDRES - Impasse Bernard Palissy, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2006/527 du 13 décembre 2006 modifié et complété successivement par les dispositions des arrêtés préfectoraux complémentaires 2011-528 du 6 juillet 2011, 2014-0418 du 11 janvier 2017, 2019-0553 du 29 avril 2019, 2021-0405 du 10 juin 2021, actualisées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 : Liste des activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau recensant les rubriques de classement des installations figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié est remplacé comme suit :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité exercée (nature et capacité)	Régime (1)
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> • prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération. 	Prétraitement de déchets non dangereux destinés à l'incinération ou à la co-incinération: 300 tonnes de déchets non dangereux par jour	A
2714	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	Activité de regroupement et de tri de déchets industriels banaux avec un volume maximal de déchets présents dans l'installation : 6 740 m ³	E
2716	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³</p>	Activité de regroupement et de tri de déchets divers (dont les ordures ménagères) avec un volume maximal de déchets présents dans l'installation : 13 745 m ³	E
2713	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m²</p>	Activité de regroupement de déchets métalliques. Surface du stockage : 165 m ²	D
2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p>	<p>Gestion des eaux pluviales sur la parcelle AL 110 (6,64 ha)</p> <p>Collecte des eaux pluviales dans le bassin situé sur la partie Sud du site pour rejet au milieu naturel</p>	D

		Gestion des eaux pluviales sur la parcelle AL 115 (1,2 ha) Collecte des eaux pluviales dans le bassin situé sur la partie Nord du site pour rejet au milieu naturel Soit une surface de 7,84 ha	
--	--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

⁽ⁿ⁾ : A (Autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration). »

Article 3 : Eaux pluviales et confinement des eaux d'extinction

L'arrêté préfectoral complémentaire 2021-1052 du 11 juillet 2022 est abrogé.

Les dispositions de l'article 23 de l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié sont remplacées comme suit :

« Les effluents susceptibles d'être pollués lors d'un accident ou d'un incendie au niveau de la zone Sud du site sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 2779 m³ pour la zone Sud (zone d'activités de tri de papiers, cartons et plastiques, de réception et de transfert des déchets et de production de CSR), dont le confinement est assuré par une vanne barrage à commande déportée. »

Les effluents susceptibles d'être pollués lors d'un accident ou d'un incendie au niveau de la zone Nord du site sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 267 m³ pour la zone Nord (plate-forme de stockage des balles OM et activité DEA).

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement sont traitées avant rejet dans le réseau de collecte des eaux pluviales.

L'évacuation du trop-plein des bassins susmentionnés s'effectuera de manière forcée par pompes manuelles vers le réseau public en l'absence de pollution ou d'incendie.

L'exploitant justifie sous un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté que l'information de la suppression du point d'eau référencé P 2023 est transmise à la mairie et au SDIS. »

Article 4 : Prévention des risques incendies

Les dispositions de l'article 37 de l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié sont remplacées comme suit :

« Le centre est équipé de robinets incendie armés (RIA), extincteurs et alarmes coup de poing régulièrement répartis sur l'ensemble du site et des bâtiments.

L'exploitant s'assure de disposer d'un débit minimum d'extinction de 330 m³/h (borne incendie et/ou réserve) pendant 2 heures sous 1 bar. L'exploitant est en mesure de justifier ce débit et la simultanéité lorsqu'elle est requise.

Au moins deux points de raccordement sont situés à moins de 100 m des risques à combattre.

Chaque moyen de défense incendie doit être équipé pour le raccordement des services d'incendie et de secours.

Le centre dispose d'un système d'extinction automatique adapté pour les installations situées sur la parcelle AL 110 [centre de tri de papiers, cartons et plastiques, centre de tri haute performance dédié à la production de CSR, bâtiment de stockage de balles de papiers, cartons et plastiques, zone de réception et de transfert des déchets, zone dédiée à la mise en balles d'ordures ménagères et locaux techniques (ventilateurs et compresseurs)].

La zone de stockage et de tri des déchets d'éléments d'ameublement est située dans un bâtiment couvert non clos dont les parois Nord, Ouest et moitié Sud sont constituées de murs coupe-feu de degré 4 heures.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température ambiante autour des installations et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Un plan d'intervention est établi en collaboration avec les pompiers. Il leur est communiqué dès sa réalisation et après toute modification. L'exploitant dispose de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets, tenus à jour, facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;

L'exploitant dispose pour les premiers intervenants, d'un jeu de plans dénommé « dossier d'accueil des secours » regroupant :

- un dossier contenant l'ensemble des fiches de sécurité des matières utilisées sur site ;
- un plan des accès au site, aux bâtiments et installations (masse et situation) ;
- un plan des dispositifs de coupure des énergies ;
- un plan de situation des zones à risques ;
- une procédure d'accueil et de guidage des secours publics ;
- un état de la défense incendie de l'établissement mentionnant les pressions et débits des poteaux
- et la simultanéité lorsqu'elle est requise ;

Bâtiment CSR

- Il est interdit de fumer, de téléphoner (sans équipement spécifique) et d'apporter du feu nu (sans permis de feu) ;
- Les allées et équipements font l'objet de procédures de nettoyage particulières ;
- Le bâtiment CSR est équipé d'un réseau de détecteurs incendie ;
- Le bâtiment CSR est équipé d'un dispositif de vidéosurveillance 24 heures sur 24, associé à la mise à disposition d'une équipe de première intervention ;
- Le bâtiment est compartimenté en 3 zones distinctes (zone préparation, zone procédé, zone expédition) et séparées entre elles de murs coupe-feu de degré 2 heures au moins ;
- Le mur extérieur séparant le bâtiment CSR de la halle de stockage de balles (au minimum au niveau des zones de préparation et d'expédition) est coupe-feu de degré 2 heures au moins.

Autres bâtiments

- Dans les bâtiments de tri, les stocks entrants seront limités au strict minimum ;
- Des éléments thermofusibles seront installés en toiture sur au moins 10 % de la surface de manière à permettre l'évacuation des fumées en cas d'incendie ;

La zone de tri de papiers sera séparée des zones contiguës par un mur coupe-feu de degré 2 heures au moins. Dans le cas d'une valorisation des DIB hors procédé CSR, un dispositif coupe-feu de même degré à guillotine sera mis en place au niveau du passage du tapis de convoyage des DIB vers la presse à balles. Il

sera actionné en cas d'incendie et avant chaque fermeture du centre. Une consigne sera écrite et diffusée au personnel sur ce point ;

- Le bâtiment de stockage des balles sera découpé en zones de stockage séparées ; le mur côté « bâtiment CSR » est coupe-feu de degré 2 heures au moins.

Zone de stockage des CSR

L'aire de stockage de balles de CSR a une dimension de 35 m sur 60 m (2 100 m²). Une bande de circulation de largeur 1 m est conservée en pourtour de la plateforme, ce qui représentera au final une surface totale de stockage de balles de CSR de 33 m sur 58 m (1 914 m²).

Les balles de CSR sont disposées sur l'aire de stockage en 4 îlots espacés de 5 m

La hauteur maximale de stockage sera de 5 balles de CSR, soit 6 m de haut.

Les îlots de stockage sont de forme pyramidale. »

Article 5 : Garanties financières

L'arrêté préfectoral complémentaire 2022-1660 du 3 janvier 2023 est abrogé.

Les dispositions de l'article 7 relatif au montant des garanties financières de l'arrêté préfectoral 2021-0405 du 11 juin 2021 modifiant les dispositions du sous article 2.2 relatif au montant des garanties financières de l'arrêté préfectoral 2019-0553 du 29 avril 2019 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant doit constituer dès notification du présent arrêté et jusqu'à la clôture du dossier de cessation d'activité du site, 100 % du montant des garanties financières dans les conditions prévues à l'article L. 516-1-5 du Code de l'Environnement et à l'article 3 de l'Arrêté ministériel modifié du 31 mai 2012 susvisé.

Le montant des garanties financières, défini sur la base de l'arrêté du 31 mai 2012 susvisé relatif au calcul des garanties financières, est fixé à 366 373 (trois cent soixante six mille trois cent soixante treize) € TTC (avec un indice TP01 de novembre 2024 de 130,2 - parution au J.O. le 16/01/2025 et d'un taux de TVA de 20 %).

Les dispositions de l'article 4 relatif aux quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site de l'arrêté préfectoral 2019-0553 du 29 avril 2019 modifié sont remplacées par les dispositions suivantes :

« A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Nature des déchets	Quantité maximale présente sur le site
Déchets non dangereux en vrac, repartis comme ci-dessous :	1926 t au total dont :
- métaux	- 50 t
- collecte sélective emballage	- 85 t
- collecte sélective papier	- 660 t
- papier / carton / plastiques	- 209 t
- déchets industriels banals	- 153 t
- ordures ménagères Grand Nancy	- 300 t
- ordures ménagères autres clients	- 50 t
- bois	- 0 t
- encombrants	- 20t
- verre	- 99 t

- déchets d'ameublement, rembourrés, matelas (DEA)	- 300 t
Déchets non dangereux en balles ou transformé, repartis comme ci-dessous :	4999 au total dont :
- combustible solide de récupération	- 2381 t
- papier / carton	- 999 t
- plastiques	- 80 t
- ordures ménagères en balles	- 1 500 t
- métaux des DEA	- 4 t
- bois des DEA	- 30 t
- Refus des DEA	-5 t
Déchets inertes	250 t

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »

Article 5 : Infractions aux dispositions de l'arrêté – Autres réglementations applicables

Le préfet pourra mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L. 171-8 I du code de l'environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment des arrêtés de prescriptions présents et à venir.

Article 6: Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de LUDRES et pourra y être consultée par toute personne intéressée.
- 2° Un extrait de cet arrêté sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.
- 3° l'intégralité du présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de meurthe-et-moselle, pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 - 54036 Nancy Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du Ministère de l'écologie dans un délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Articles 8 : exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le maire de LUDRES, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

– à la société ONYX EST;

et dont copie sera adressée :

– Au maire de LUDRES.

Nancy, le

le préfet